

Introduction : Les enjeux de la PI

- Deux fondements :
 - Moral :
 - les créateurs reçoivent une reconnaissance morale et matérielle.
 - Economique :
 - l'exploitation des inventions est mieux gérée en garantissant leurs exclusivités.

Introduction : Les enjeux de la PI

- Deux types de droits :
 - Le droit de la propriété industrielle,
 - Le droit de la propriété littéraire et artistique

Introduction : Les enjeux de la PI

- Permet de :
 - s'opposer à toute tentative d'utilisation ou de reproduction de l'objet protégé.
 - fixer les contraintes financières de l'exploitation de l'invention.

Introduction : Les enjeux de la PI

- Droit limité :
 - en durée,
 - dans le territoire.
- Chaque Etat détermine les conditions de protection.

Chapitre 1 : La propriété littéraire et artistique

I. La protection nationale par le droit d'auteur

I. La protection nationale par le droit d'auteur

- Le Code de Propriété Intellectuelle (CPI) regroupe la législation sur la propriété littéraire, artistique et industrielle.

A. Objet de la protection

- ***Proposition*** : « *Les idées sont protégées par le droit d'auteur* ».
 - FAUX !
- La protection ne porte que sur la **forme** :
 - la **matérialisation** d'une idée sur un support.

A. Objet de la protection

- L'idée est commune à de multiples créations...
 - mais chacune d'entre-elles s'exprime de façon spécifique, propre à chaque auteur.
- La forme doit être prise au sens large...
 - englobant tous les langages perceptibles aux sens
 - (goût, odorat...??).

A. Objet de la protection

- Problème :
 - l'étroite relation existant parfois entre les idées et leur forme d'expression.
 - Exemple : L'interview

B. Droits d'auteur et copyright

- ***Idée*** : « Les œuvres doivent être déposées pour bénéficier de la protection du droit d'auteur.»
 - Idée fausse !

B. Droits d'auteur et copyright

1. la loi française n'impose aucun dépôt.

- **En réalité** : La formalité du droit d'auteur est acquise sans formalité de dépôt.
 - La protection est acquise dès la création, même si l'œuvre est inachevée.
- **Principe** : Forme et originalité sont des conditions nécessaires et suffisantes

B. Droits d'auteur et copyright

1. la loi française n'impose aucun dépôt.

- Le droit d'auteur est **implicite** dès la création,
- Le droit d'auteur est **immédiat** :
 - il n'y a même pas besoin de déclaration !

B. Droits d'auteur et copyright

1. la loi française n'impose aucun dépôt.

- Des **dépôts** sont possibles pour s'assurer, être mieux défendu... :
 - à soi même, lettre recommandée, cachetée ;
 - auprès de **l'INPI** (*Institut National de la Propriété Intellectuelle*) ;
 - auprès d'une société d'auteur (**SESAM, SACEM, SCAM...**)
 - ou auprès du **SNAC** (*Syndicat National des Auteurs-Compositeurs*).

B. Droits d'auteur et copyright

1. la loi française n'impose aucun dépôt.

- **Cependant** : Certaines œuvres sont soumises à la formalité du dépôt légal.
 - Ce dépôt n'a aucune incidence sur la reconnaissance des droits d'auteur,
 - mais le non-accomplissement de cette formalité est sanctionné.

B. Droits d'auteur et copyright

1. la loi française n'impose aucun dépôt.

- Le CPI fournit une liste des créations susceptibles d'être protégées :
 - toutes les créations littéraires, artistiques et scientifiques :
 - les traités de physique, les guides touristiques, les brochures, les romans, les chansons, les fiches de travaux dirigés...,
 - les conférences, allocutions, sermons, plaidoiries, soit toutes les créations orales,
 - les œuvres dramatiques ou dramatico-musicales,

B. Droits d'auteur et copyright

1. la loi française n'impose aucun dépôt.

- Le CPI fournit une liste des créations susceptibles d'être protégées :
 - les chorégraphies, les numéros et tours de cirque, les pantomimes si elles sont fixées,
 - les compositions musicales avec ou sans parole(s),
 - les films ou téléfilms, les reportages et tous les documentaires audiovisuels, avec ou sans parole(s),
 - les dessins, les peintures, les créations architecturales, les sculptures, les gravures et les lithographies,
 - les créations graphiques et typographiques,
 - les photographies,

B. Droits d'auteur et copyright

1. la loi française n'impose aucun dépôt.

- Le CPI fournit une liste des créations susceptibles d'être protégées :
 - les illustrations et les cartes géographiques,
 - les plans, les croquis, les ouvrages plastiques relatifs à la géographie (les mappemondes), à la topographie, à l'architecture (les maquettes), et aux sciences.
 - les logiciels et le matériel de conception préparatoire,
 - les créations des industries saisonnières de l'habillement et de la parure, soit les vêtements, les modèles de chaussures, les bijoux, les sacs et autres ceintures,
 - et les titres.
 - Toutes les traductions, adaptations, transformations ou arrangements de ces œuvres.

B. Droits d'auteur et copyright

1. la loi française n'impose aucun dépôt.

- Toutes les créations de forme sont présumées originales jusqu'à preuve du contraire.
 - Aucune instance ni aucun organisme n'est chargé de vérifier cette condition d'originalité.
- En pratique :
 - Cette condition d'originalité n'est vérifiée qu'en cas de procès par les juges saisis d'un litige pour contrefaçon.

B. Droits d'auteur et copyright

2. l'indication du Copyright ou ©

- La mention n'est qu'une indication non obligatoire, donc sans réelle importance juridique...
 - « *copyright* » ou « *teleright* » (Nom du titulaire, ©. et date de divulgation) est fortement **recommandée** sur Internet.

C. La condition d'originalité

- « *Empreinte de la personnalité de l'auteur de l'œuvre* » :
 - découle de la philosophie du droit d'auteur :
 - « *récompenser l'expression d'un art* ».
- Conséquence :
 - Le niveau d'originalité d'un logiciel doit être recherché au cas par cas !

C. La condition d'originalité

- Remarques :
 - Le débat sur l'originalité ne sera entamé que :
 - dans la mesure où il n'est pas démontré l'existence d'une oeuvre antérieure identique.
 - L'originalité est présumée,
 - si celle-ci est contestée, l'auteur devra prouver la réalité.

D. Les différents types œuvres

- Si l'oeuvre est réalisée par la même personne de la conception à la réalisation,
 - pas de problème d'appropriation.
 - Mais si plusieurs personnes interviennent sur la même œuvre ?

1. Les œuvres complexes.

a) L'œuvre de collaboration

- Création à laquelle ont concouru plusieurs personnes physiques.
 - Les coauteurs devront exercer leurs droits d'un commun accord.

1. Les œuvres complexes.

a) L'œuvre de collaboration

- Si la participation de chacun relève de genres différents,
 - chaque créateur pourra utiliser et exploiter sa contribution personnelle.
 - Mais,
 - cette exploitation particulière ne doit pas porter préjudice à l'exploitation de l'œuvre commune.

1. Les œuvres complexes.

b) L'œuvre composite

- Œuvre nouvelle à laquelle est incorporée une œuvre préexistante
 - sans la collaboration de l'auteur de cette dernière.
 - Elle est donc la propriété de l'auteur qui la réalise
 - sous réserve des droits d'auteur de l'œuvre préexistante.

1. Les œuvres complexes

c) L'œuvre collective

- Œuvre créée à l'initiative d'une personne physique ou morale qui :
 - l'édite, la publie et la divulgue sous sa direction et son nom.
 - la contribution personnelle des différents auteurs se fond dans l'ensemble.
 - Impossible d'attribuer à chacun d'eux un droit distinct sur l'ensemble réalisé.

1. Les œuvres complexes

c) L'œuvre collective

- Seule catégorie d'œuvre à propos de laquelle une personne morale peut revendiquer la qualité d'auteur...
 - ... malgré son inaptitude à exercer un acte de création intellectuelle.

2. *Les créations salariées*

- ***Idée*** : « Les œuvres créées par un salarié appartiennent à l'employeur. »
 - *Idée fausse !*
- **En réalité :**
 - Tout dépend :
 - de l'objet de la création,
 - des droits envisagés.

2. Les créations salariées

- **PRINCIPE** : Les œuvres créées par des salariés ne sont pas la propriété de l'employeur.
 - Car le droit d'auteur appartient au créateur !
 - L'existence ou la conclusion d'un contrat de travail n'apporte aucune dérogation à ce principe.

2. Les créations salariées

- **EXCEPTION** : Les droits patrimoniaux sur les logiciels et leurs documentations créés par un employé^(*) dans l'exercice de ses fonctions^(*) appartiennent à l'employeur.

2. Les créations salariées

- Solution à appliquer en l'absence de dispositions contraires portées dans le contrat de travail.
- En pratique :
 - Il est préférable d'introduire une clause de cession des droits des auteurs sur les créations salariées.

2. Les créations salariées

- * La notion de « *fonctions* » :
 - est réputée l'être dans l'exercice de sa fonction tout logiciel réalisé par un salarié :
 - sur son lieu de travail, pendant son temps de travail, même s'il est sans rapport avec sa prestation contractuelle de travail.
 - en dehors de son lieu de travail et de son temps de travail, dès l'instant où elle n'a pu être réalisé qu'avec les moyens informatiques de l'entreprise.
- * La notion « *d'employé* » :
 - s'entend comme synonyme de « salarié ».

Remarque :

- L'exception ci-dessus montre que le droit d'auteur se compose d'au moins 2 attributs :
 - les droits patrimoniaux,
 - le droit moral.

- **II. LE DROIT D'AUTEUR**

A. Les droits patrimoniaux

- Les seuls qui :
 - soient cessibles,
 - et transférés à l'employeur.
- Ils perdurent toute la vie de l'auteur
 - + 70 ans après.

A. Les droits patrimoniaux

1. Le droit de reproduction

- L'auteur est le seul à pouvoir autoriser la fixation matérielle de l'œuvre
 - par tous les procédés permettant la communication de la création au public d'une manière indirecte.
 - (i.e. sans avoir accès à l'original).
 - Tous les procédés de fixation sont visés :
 - imprimerie, photo, gravure, moulage, enregistrement mécanique, magnétique...

A. Les droits patrimoniaux

1. Le droit de reproduction

- **Idée** : « *Le propriétaire du support de l'œuvre peut librement la reproduire* »
 - Idée fausse !
- **En réalité** : L'acquéreur du support n'est pas titulaire du droit de reproduire l'œuvre.
 - C'est le terme « *propriété* » qui porte à confusion.

A. Les droits patrimoniaux

2. Le droit de représentation

- L'auteur est le seul à pouvoir autoriser les représentations de l'œuvre.
 - Récitations publiques, exécutions dramatiques, lyriques, projections, télédiffusions, téléchargement...

B. Le droit moral

1. Caractéristiques

- **Perpétuel :**

- ne disparaît pas avec l'auteur et se transmet indéfiniment aux héritiers successifs.

- **Imprescriptible :**

- ne s'épuise pas avec l'écoulement du temps, même s'il n'est jamais revendiqué ou utilisé.

- **Inaliénable :**

- le créateur ne peut jamais renoncer à l'exercer ni le céder à autrui de quelque manière que ce soit.

B. Le droit moral

2. Composantes

- Il se décompose en 4 prérogatives :
 - Le droit de divulgation,
 - Le droit de paternité,
 - Le droit au respect et à l'intégrité de l'œuvre,
 - Le droit de retrait ou de repentir.

2. Composantes du droit moral

a) Le droit de divulgation

- L'auteur est le **seul à décider** :
 - du principe de la communication de sa création au public.
- L'auteur est le **seul à choisir** :
 - les modalités de cette communication.
- L'auteur a un **pouvoir discrétionnaire** pour :
 - définir quand, où et comment sa création peut être rendue publique.

2. Composantes du droit moral

b) Le droit de paternité

- L'auteur peut **voir son nom et ses qualités** portés sur sa création.
 - Ne jamais omettre de rattacher une œuvre à son créateur,
 - ...sauf si ce dernier préfère rester anonyme.

2. Composantes du droit moral

c) Le droit au respect et à l'intégrité de l'œuvre

- **L'œuvre doit toujours rester telle que l'auteur l'a conçue.**
 - Aucune modification par addition ou soustraction d'éléments ne peut y être apportée.

2. Composantes du droit moral

d) Le droit de retrait ou de repentir

- Les créateurs peuvent **exprimer leurs regrets** lorsqu'ils ont divulgué l'œuvre ou qu'ils en ont autorisé l'exploitation.
 - Ils peuvent exercer leur droit de repentir pour anéantir le contrat.
 - Mais, l'exercice de ce droit est subordonné au versement, par l'auteur, d'une indemnisation au profit des autres parties au contrat.

- **III. LA CONTREFACON ET
LE DOMAINE PUBLIC**

A. La contrefaçon

- Utiliser une création sans :
 - préalablement requérir l'autorisation de son auteur,
 - ou sans verser les rémunérations afférentes,
 - est **un délit**.
- Puiser des extraits d'une œuvre sans citer le nom de l'auteur
 - est **un délit**.

A. La contrefaçon

1. Définition

- *« Toute atteinte aux droits des auteurs, des artistes-interprètes, des producteurs de phonogrammes et de vidéogrammes, ou des entreprises de communication audiovisuelle est une contrefaçon ».*
 - L'atteinte consiste en une méconnaissance, une violation des droits de PI.
 - Tous les droits sont concernés
 - même une atteinte au seul droit moral suffit à constituer une contrefaçon.

A. La contrefaçon

2. Sanctions

- ***Délit pénal :***

- puni par des peines d'amende et d'emprisonnement.
- constitué indépendamment de la bonne foi.

- **Condamnation :**

- jusqu'à 300 000 € d'amende et trois ans d'emprisonnement.

A. La contrefaçon

2. Sanctions

- ***Faute civile*** qui oblige son auteur à réparer sur son patrimoine les dommages subis en conséquence par les créateurs.
 - Le montant des dommages et intérêts à verser sont évalués en fonction
 - du montant des pertes subies
 - et des gains manqués par le créateur spolié.
- Les sanctions pénales peuvent se cumuler avec les sanctions civiles.

A. La contrefaçon

2. Sanctions

- Le créateur peut préférer obtenir des dommages et intérêts sans rechercher la condamnation pénale du contrefacteur.
 - Le Ministère Public reste maître de l'opportunité de poursuivre ces agissements délictueux devant le Tribunal Correctionnel.

A. La contrefaçon

3. Qui est responsable de la contrefaçon ?

1. L'auteur de l'acte délictuel lui-même.

- Celui qui porte atteinte aux droits de PI engage directement sa responsabilité.
 - Il pourra être poursuivi devant les tribunaux répressifs et/ou civils.

A. La contrefaçon

3. Qui est responsable de la contrefaçon ?

2. L'importateur ou l'exportateur des contrefaçons.

- Ces personnes n'ont pas elles-mêmes porté atteinte aux droits de PI.
 - Elles engagent leur responsabilité civile et/ou pénale :
 - car leur attitude contribue à augmenter les pertes des créateurs en amplifiant territorialement la contrefaçon.

A. La contrefaçon

3. Qui est responsable de la contrefaçon ?

3. Les personnes morales peuvent être :

- à l'exclusion de l'Etat, pénalement poursuivies et condamnées pour contrefaçon.
 - *C'est le cas des établissements publics.*
- tenues de réparer les dommages subis par un créateur même si la contrefaçon a été commise par un tiers identifié.
 - *C'est le cas quand l'auteur de l'infraction est un salarié de la personne morale ou un agent d'un établissement public.*
 - *La responsabilité individuelle de ces derniers reste engagée.*

B. Le domaine public

1. Définition

- *« L'espace dans lequel se situent des créations qui ne sont pas ou ne sont plus couvertes par un droit de propriété littéraire et artistique ».*

B. Le domaine public

2. Les œuvres du domaine public

- L'expression « *domaine public* » recouvre des réalités très diverses.

➤ En font partie :

- les créations qui, par nature, n'ont pas accès au *droit d'auteur* telles que les actes officiels (lois, règlements, décisions de justice), les informations et nouvelles de presse, les faits historiques, les créations folkloriques, les hymnes nationaux, les recettes de cuisine, etc. ;
- les créations dépourvues d'originalité, c'est-à-dire les œuvres qui ne portent pas l'empreinte de la personnalité de leur auteur, comme par exemple les dépêches des agences de presse ;

B. Le domaine public

2. Les œuvres du domaine public

- *Attention !*

- *Les nouvelles diffusées par les agences de presse sont communiquées à ceux qui souhaitent les réutiliser sous réserve de la conclusion d'un contrat commercial, lequel est sans rapport avec le droit d'auteur.*

- les créations protégées par le droit d'auteur, mais dont les droits patrimoniaux sont venus à expiration par épuisement du délai de protection ;
 - certaines œuvres étrangères.

B. Le domaine public

3. Régime des œuvres du domaine public

- Les créations du domaine public ne sont pas toutes soumises au même régime.
 - Certaines créations sont totalement de libre usage.
 - Leur utilisation ne requiert aucune autorisation préalable et n'implique aucune rémunération.
 - D'autres ne sont que financièrement de libre usage.
 - Leur exploitation est gratuite mais elle est limitée par les impératifs liés au droit moral des créateurs.

B. Le domaine public

3. Régime des œuvres du domaine public

- Ce sont les créations qui, par nature,
 - ne sont pas protégées par un droit de propriété littéraire et artistique,
 - et celles qui sont dépourvues d'originalité.

B. Le domaine public

3. Régime des œuvres du domaine public

- Ce sont les créations soumises au droit d'auteur mais dont les droits patrimoniaux ont expiré.
- Les prérogatives du droit moral étant perpétuelles, l'œuvre n'est exploitable que sous réserve du respect du droit de divulgation, du droit au nom de l'auteur et du droit à l'intégrité de l'œuvre.